

« Gilets jaunes : ce feu qui couve sous la cendre. »

Dans un premier papier du 7 décembre, j'ai alerté sur l'importance et la sensibilité de la crise des Gilets jaunes¹. Dans un Live pour l'association APM du 20 décembre, j'ai explicité pour les chefs d'entreprises mon diagnostic et ai essayé de formuler quelques voies pour traiter de façon concrète cette colère d'une partie de notre société². 6 mois après, cette crise sociétale est toujours là, avec désormais une trentaine de samedis de manifestations, voire d'insurrections. Que dire de ce triste bilan qui interpelle sur l'état de notre société ?

- Près de 50 000 manifestations et rassemblements recensés sur le territoire ;
- 2448 blessés parmi les manifestants (*dont 23 éborgnés et 5 mains arrachées*), 1797 parmi les forces de l'ordre (*chiffres communiqués mi-mai publiés par le JDD*³ ;
- 11 personnes ont perdu la vie suite à des accidents de la route liés au mouvement (plus personne n'en parle... et ne veut en parler...) ;
- des milliers de condamnations (*12 107 interpellations, qui se sont soldées par 10 718 gardes à vue, selon les chiffres du gouvernement publiés début avril. Environ 2 000 condamnations ont été prononcées dont 40 % de prison ferme*) ;
- des chiffres hallucinants en termes de nombre de munitions utilisées par les forces de l'ordre (*chiffres rendus publics par l'IGPN pour la période de 2018 : 19 000 balles de défense, 5 400 grenades de désencerclement soit une hausse de 200 % de munitions tirées...*⁴ ;
- des images inconcevables diffusées mondialement avec la profanation de l'arc de triomphe ;
- des scènes inoubliables des Champs Élysées et des centres villes dévasés (*4 milliards de casse pour l'économie dont 200 millions pris en compte par les assureurs*) ;
- des slogans de haine contre l'exécutif et les élites du pays ;
- 10 milliards puis 30 milliards de chèques faits par le gouvernement pour tenter de calmer les manifestants (*pour rappel le coût des intérêts de la dette est chaque année d'environ 42 milliards d'euros, celui de la SNCF est de 35 milliards, d'EDF de 33,4 milliards etc.*).

Pendant cette période, la France, paralysée et suspendue à ces manifestations hebdomadaires, n'a plus engagé de réformes de fond tout en continuant à emprunter, portant la dette totale, au sens du traité de Maastricht, à 2 315 milliards fin 2018, soit 98 % du PIB... Pour rappel, la dette publique a quasiment doublé en une vingtaine d'années... Pour autant, nos médias nous disent quotidiennement que la France va mieux... même si elle est régulièrement déclassée dans les tableaux de l'OCDE (*désormais à la 7^{ème} place*)...

Voilà le triste bilan d'une gestion de crise qui s'avère préoccupante pour le pays ! Le pouvoir comme les médias ont sous-estimé l'intensité et la gravité des problématiques contenues dans ce mouvement des « Gilets jaunes ». Ils admettent désormais, 7 mois après le fameux

¹ Vous vouliez une « transition », vous avez une « révolution » !

[http://www.xavierguilhou.com/Clients/Guilhou/site_xavier.nsf/Libs/PDF.img/\\$FILE/Transition.pdf](http://www.xavierguilhou.com/Clients/Guilhou/site_xavier.nsf/Libs/PDF.img/$FILE/Transition.pdf)

² "Gilets Jaunes, ce qui se joue et quel rôle pour le dirigeant?"

<https://www.youtube.com/watch?v=BFaxKZGRXkA>

³ <https://www.lejdd.fr/Societe/Gilets-jaunes-quel-bilan-chiffre-6-mois-apres-lacte-1-3899090>,

<http://premium.lefigaro.fr/actualite-france/Gilets-jaunes-pas-de-violences-policieres-selon-l-igpn-20190614>

17 novembre, qu'ils ont été surpris. Ils n'ont vu qu'une énième jacquerie antifiscale et n'ont pas du tout perçu l'ampleur de la crise de modèle, voire la crise existentielle et démocratique qui prévaut dans nos sociétés occidentales, notamment en France. Ils ont cru qu'en quelques semaines le mouvement se diluerait et qu'avec un chèque, puis un second, les esprits se calmeraient. Ce fut l'inverse. L'indifférence du pouvoir qui a tout misé sur l'essoufflement du mouvement n'a fait qu'aggraver la dynamique de la contestation qui a muté au fil des semaines en se radicalisant. Par ailleurs, la stratégie sécuritaire qui a été adoptée pour gagner du temps afin de sauver les élections européennes, seule obsession stratégique de l'exécutif pendant 6 mois, s'avère être une erreur majeure, même si elle aboutit sur cet essoufflement recherché et attendu sur le plan politique. Entre temps, le pays est divisé sur le plan interne et s'est marginalisé au niveau international.

Il eut mieux valu sauver la France que de vouloir sauver une échéance électorale... qui s'est avérée peu satisfaisante au vu des résultats. Résultats qu'il faut honnêtement diviser par deux pour avoir une véritable idée de la réalité de la décomposition en cours du système politique français. Dans les faits, les deux partis qui se sont appropriés médiatiquement 45 % des suffrages exprimés ne représentent en réalité que 22 % de l'électorat français en droit de voter... Entre l'abstention qui reste à des niveaux préoccupants et les suffrages exprimés sur d'autres listes, cela signifie que près de 80 % de la population ne se reconnaît pas dans le résultat de cette consultation. Celle-ci fut transformée tactiquement par l'exécutif en joute avec les « populistes » et en quasi-référendum national par les médias... Pendant ce temps, le feu couve sous les cendres des samedis de contestation et la colère ne s'est pas dissipée.

La réalité est désormais ailleurs et elle constitue un véritable baril de poudre. Il faut l'évaluer au travers de cette masse critique silencieuse qui s'est détachée du bruit ambiant et dont une grande partie a soutenu implicitement le mouvement des Gilets Jaunes depuis le début. Quelques analystes arrivent à en percevoir la nature et la dangerosité, comme le géographe Christophe Guilly sur le plan de la crise des territoires, ou la philosophe Chantale Delsol en termes de crise de la représentation démocratique. La chance de l'exécutif tient finalement, comme pour les autres mouvements spontanés issus de la société civile depuis une dizaine d'année, tels les bonnets rouges, les indignés etc., à l'absence de véritable projet politique des Gilets jaunes (*cf. mon analyse en 2013 sur la crise des Bonnets rouges*⁵). Ils sont restés dans la générosité et la spontanéité, pensant que les réseaux sociaux porteraient leurs messages, dans la doléance classique antifiscale et antisystème pour finalement dériver avec le temps dans la contestation contre l'exécutif, mais sans un véritable leadership. L'expérience montre que ce type de mouvement ne peut que déboucher sur une impasse en termes de crédibilité et de légitimité s'il n'a pas une véritable consistance sur le plan des contenus politiques. Pour cela, il faut observer ce qu'ont fait entre autres les mouvements

⁵ Dossier crise des Bonnets rouges sur le site www.xavierguilhou.com dans la rubrique Edito :

"Ici Quimper ! Les Bretons parlent aux Français" :

[http://www.xavierguilhou.com/Clients/Guilhou/site_xavier.nsf/Libs/PDF.img/\\$FILE/Bonnets%20Rouges%201.pdf](http://www.xavierguilhou.com/Clients/Guilhou/site_xavier.nsf/Libs/PDF.img/$FILE/Bonnets%20Rouges%201.pdf)

"Ici Carhaix ! Les Bretons parlent à nouveau aux Français" :

[http://www.xavierguilhou.com/Clients/Guilhou/site_xavier.nsf/Libs/PDF.img/\\$FILE/Bonnets%20Rouges%202.pdf](http://www.xavierguilhou.com/Clients/Guilhou/site_xavier.nsf/Libs/PDF.img/$FILE/Bonnets%20Rouges%202.pdf)

"Pacte d'avenir. Ici Rennes ! Un Français parle aux Bretons » :

[http://www.xavierguilhou.com/Clients/Guilhou/site_xavier.nsf/Libs/PDF.img/\\$FILE/Bonnets%20Rouges%203.pdf](http://www.xavierguilhou.com/Clients/Guilhou/site_xavier.nsf/Libs/PDF.img/$FILE/Bonnets%20Rouges%203.pdf)

indépendantistes écossais et catalans qui sont arrivés à un autre niveau de maturité avec l'écriture de livres blancs, l'émergence de leaders politiques pour tenir le champ de l'affrontement face aux Etats

Au cours de l'entretien pour APM le 20 décembre, j'avais alerté sur le fait que ce mouvement allait durer, qu'il allait s'enkyster et qu'il ne pouvait que se radicaliser, que l'option sécuritaire ne pouvait déboucher que sur une impasse, même si elle s'avérait indispensable vue les niveaux de violences, et qu'il fallait au plus vite traiter cette crise sur le fond et au plus près du terrain. C'est l'inverse qui a été fait avec de faux débats médiatisés par un Président transformé en « Truman show », des médias qui n'ont pas couvert objectivement les manifestations et des experts qui n'étaient absolument pas crédibles pour expliquer honnêtement le contexte. Qu'est-il resté de ce « grand débat » qui a mobilisé une énergie incontestable, voire brillante, et j'ajouterai honnête du Président et des élus ? Est-ce que les français savent exactement quel est désormais leur ligne d'horizon et quels sont les axes d'efforts indispensables pour sortir de cette crise après ces 7 mois de convulsions ?

Quelles que soient les évolutions dans les semaines ou mois à venir, ce mouvement singulier et unique dans l'Histoire de France va laisser des traces profondes et va vraisemblablement ouvrir une période que je qualifie toujours de « révolutionnaire » sur le plan de l'évolution de nos institutions et de la gouvernance. Ce mouvement signe la fin d'un temps, celui des 30 dernières années dont nos édiles au pouvoir sont les derniers représentants. Ils ne sont pas les symboles du futur mais bien les derniers vestiges d'une certaine idée d'un Etat, non plus stratège mais par défaut spoliateur, qu'il faut sauver d'une faillite en cours contre la nation qui a une autre intuition de son avenir. La résolution de cette crise doit se jouer au plus près du terrain et des populations comme ce fut le cas dans d'autres pays, notamment au Canada dans les années 90. Tout ce qui est mis en œuvre actuellement est fait pour sauver cette idée de l'Etat et ne fait qu'engendrer malheureusement fractures, divisions et désordres.

Le management par le chaos est souvent d'actualité en ce moment dans nos démocraties déboussolées et désenchantées... Il l'est aussi de l'autre côté de la Méditerranée en Algérie, avec un contexte politique instable, émaillé depuis des semaines par des manifestations antisystèmes de la société civile qui interpellent en termes de similitudes avec la situation française. Là aussi c'est le signe de la fin d'un temps et d'un type d'Etat... Et que dire du Brexit dur qui se profile comme je l'ai annoncé depuis deux ans, et du durcissement nationaliste qui s'installe partout en Europe centrale et orientale. Les convulsions françaises ne sont pas isolées, elles s'intègrent dans un mouvement de fond de décrochage et de fin de cycle.

L'implosion de la gouvernance de l'Union européenne est en cours et ce ne sont pas les jeux de coalition à Bruxelles qui vont changer quoi que ce soit au processus de dislocation et de fragmentation qui s'est installé sur le plan politique depuis quelques années. Les questions de souveraineté et de régulation migratoire sont par ailleurs devenues centrales face aux convulsions géopolitiques qui sont en train de redéfinir les jeux de puissance au niveau mondial entre Américains, Chinois et Russes. Ces dernières s'expriment actuellement au travers de la guerre commerciale entre USA et Chine pour le leadership mondial avec en arrière-plan des coups de mentons sécuritaires de haute intensité sur la Corée du Nord et l'Iran.

Face à ces jeux de puissants, l'Europe, comme l'Asie du Sud-Est, sont devenues deux espaces-temps « faibles et consommables ». A la moindre crise financière et sécuritaire, ces deux espaces de libre-échange marchands et spéculatifs, dépourvus de véritable souveraineté, seront les premiers à disparaître des écrans radars et à entrer dans des convulsions sociétales majeures. La crise des Gilets jaunes ne peut pas être perçue comme un simple signal faible dans un maelstrom de signaux plus préoccupants au niveau mondial. C'est un véritable signal d'alerte issu d'une grande partie de la population qui sent bien, sans pouvoir l'explicitier intellectuellement, que son destin est en train de lui échapper. Le problème, c'est que les intellectuels, qui auraient dû alerter sur ce niveau d'inquiétude et de désespérance de notre société, sont pour beaucoup d'entre eux dans un autre monde de certitudes et de confort. Ils sont dans l'incapacité de comprendre cette alerte salutaire souvent exprimée de façon maladroite ou anarchique avec les mots de Gavroche par les Gilets jaunes.

Parmi ces événements majeurs, une nouvelle crise financière et bancaire, qui serait imminente selon certains experts, de l'ordre de 20 à 30 fois plus importante que celle de 2008, avec une dette mondiale de 254 000 milliards de \$, de nombreuses bulles spéculatives hors contrôle et le « shadow banking » (*qui représente le 1/3 de la finance mondiale, non soumis à la réglementation bancaire...*), ne pourrait que mettre le pays définitivement à genou. Elle donnerait à cette crise des Gilets jaunes une autre dimension encore plus préoccupante sur le plan sociétal compte tenu du niveau de colère exprimé sur le terrain au fil des mois et l'importance du ressentiment contenu au sein d'une grande partie de la population contre la façon de diriger le pays depuis plusieurs décennies.

Nous ne pouvons pas dire que la France ait dans cette perspective amélioré sa résilience pour se préparer à faire face à des événements de très grande ampleur... Cette crise a été sous-estimée une première fois fin 2018 par toutes nos élites, il ne faut pas la sous-estimer collectivement une seconde fois... Il est encore temps de la traiter avec des véritables transformations de fond attendues depuis plus d'une décennie. Il faut engager une véritable transformation de notre Etat, une réduction drastique de son train de vie et du déficit public, une baisse de notre dette nationale et une mutation complète de notre société afin qu'elle soit plus compétitive et juste. Cela ne peut pas s'envisager uniquement avec quelques réformes cosmétiques en vue des prochaines échéances électorales...

Certes, « *les chiens aboient, la caravane passe !* ». Beaucoup pensent à cet adage populaire en voyant avec un certain dédain les Gilets jaunes sur les carrefours ou les images quasi insurrectionnelles qui émaillent chaque samedi la fin des manifestations. Ils s'imaginent que ce n'est qu'une crise passagère et que la colère populaire finira par se diluer avec le temps... Certains pensent de façon cynique que quelques dizaines de milliards constituent finalement le prix à payer pour avoir de nouveau la paix sociale et pouvoir continuer à profiter des petits privilèges permis par des décennies de petits arrangements corporatistes...

Attention, les compteurs sont contre nous et le vent de l'Histoire n'épargnera ni les faibles, ni les irresponsables. Dans le contexte actuel, nous devrions méditer cette phrase de Winston Churchill : « ***l'Histoire me sera indulgente, car j'ai l'intention de l'écrire !*** ».

Xavier Guilhou

7 juin 2019